

Avis adopté

Séance plénière du 23 octobre 2024

Sortir de la crise démocratique – Rapport annuel sur l'état de la France en 2024 (RAEF)

CFTC

Le léger regain d'optimisme des Français ne doit pas nous étonner. Ils ne sont pas les fatalistes et les réfractaires que certains nous dépeignent. Toutefois, restons vigilants sur la fragilité de cette perception et sur le décrochage des plus vulnérables qu'elle pourrait nous cacher.

Lorsqu'on sort de la tempête, la moindre éclaircie fait figure d'amélioration. Ne nous trompons pas, la réalité est toujours préoccupante : dette et déficit non maîtrisés, représentation nationale très fragmentée, sentiments d'inégalités persistants. Tous ces indicateurs nous montrent que les beaux jours ne sont pas pour demain.

Comment sort-on de la crise démocratique ? D'abord, en redonnant de la vitalité à un dialogue politique et social de proximité sans réserves - mais certainement pas sans le CESE, aujourd'hui trop habitué à être le bouc émissaire de ceux qui préfèrent imposer plutôt que dialoguer ! Oui, il faut associer les bonnes volontés qui souhaitent participer à la décision sans les tromper sur l'utilisation de leur expression. Que ce soit en entreprise ou dans nos institutions, il est nécessaire de valoriser la discussion et le compromis pour trouver la bonne voie. On ne fait pas de la démocratie contre les autres mais avec les autres.

Ensuite, il faut tirer les leçons de ce sondage qui nous montre que, même si plus de la moitié d'entre eux se disent dans une situation financière inconfortable, les Français sont désormais plus préoccupés par leur santé que par leur porte-monnaie. Ici encore, nous pouvons essayer de répondre activement à leurs inquiétudes. Par exemple, en rétablissant les CHSCT ou une instance équivalente qui redonne plus de poids au dialogue social en matière de santé au travail, et pas seulement dans les grandes entreprises.

Enfin, car c'est toujours leur deuxième principale préoccupation, les Français doivent retrouver le sentiment que non seulement leur travail est utile et reconnu à sa juste valeur mais qu'il est aussi rémunéré à sa juste valeur. Le travail est à la fois notre première contribution à la société et une partie de notre identité. Ne pas s'y sentir utile ou, pire, discriminé amplifie le sentiment d'exclusion et détruit le lien qu'entretiennent les citoyens avec la démocratie et le dialogue social.

Face à tous ces défis, nous n'avons pas fini de nous interroger. Que répondraient aujourd'hui les Français au même sondage ? Avec les difficultés relatives à l'adoption du budget et les mouvements contre la vie chère, il y a fort à parier qu'une nouvelle période de gros vents s'annonce.

La CFTC a voté en faveur de l'avis.